

Richard Wolff : La guerre en Iran fait chuter l'économie mondiale et l'empire américain

Le professeur Richard Wolff analyse les conséquences mondiales de la guerre menée par les États-Unis contre l'Iran, qui est en train de détruire la présidence Trump, l'empire américain et l'économie mondiale. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X /Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous recevons aujourd'hui le professeur Richard Wolff pour discuter des conséquences économiques de la guerre contre l'Iran. Merci beaucoup d'être revenu dans l'émission.

#Richard Wolff

Avec plaisir, Glenn. Heureux de parler avec vous.

#Glenn

Donc, cette guerre contre l'Iran — ce n'est évidemment pas cette petite guerre éclair du week-end que Trump avait imaginée. J'avais l'impression que l'objectif était d'intervenir le samedi et de faire capituler les Iraniens avant l'ouverture des marchés boursiers le lundi matin. Mais au lieu de cela, on voit maintenant qu'il n'y a vraiment aucune issue pour les États-Unis. L'économie mondiale a déjà souffert, et même si la guerre se terminait aujourd'hui, elle aurait probablement des répercussions massives qui dureraient de nombreuses années. Dans le pire des cas, cela pourrait faire s'effondrer tout l'empire américain. En effet, c'est bien ce que semblent viser les Iraniens. Alors, quel est ton point de vue là-dessus ? Si l'on prend un peu de recul, quelles sont les répercussions plus larges en termes d'impact sur l'économie mondiale et de viabilité de l'empire américain ?

#Richard Wolff

Eh bien, vous savez, j'hésite, en pleine guerre, à parler comme si je savais ce qui allait se passer. Nous sommes tous tentés de le faire — je le comprends. Les gens avec qui je discute veulent savoir ce qui va arriver, pour toutes les raisons habituelles. Je ne pense pas que nous puissions le savoir.

Laissez-moi vous expliquer pourquoi, puis je répondrai à votre question. Il me semble qu'à ce stade, tout dépend de la quantité de bombardements, de tirs de missiles et de tout le reste que le peuple iranien peut supporter. Je veux dire, tout repose là-dessus.

Si le soutien à la résistance du gouvernement est solide et inébranlable, peu importe le nombre de bombes larguées sur ce pays — ce qui est certainement possible — alors je suis d'accord avec vous. Je pense que tout ce qu'il nous reste à examiner, c'est jusqu'où la désespérance des États-Unis les mènera, car ils ne peuvent pas tolérer la défaite. Et de ce point de vue, je trouve cela assez semblable à l'hystérie presque absurde des Européens envers la Russie — non pas parce qu'ils ont la moindre chance de vaincre la Russie, car ils ne l'ont pas — mais parce que l'idée que l'Europe puisse être vaincue par la Russie les effraie profondément. Et par « eux », j'entends les dirigeants de ces pays.

Leur carrière serait terminée. Leur parcours politique serait en quelque sorte effacé. Le monde entier verrait le type de soumission servile que l'Europe a accepté après la Seconde Guerre mondiale. Peut-être n'avait-elle pas le choix, mais en tout cas, elle l'a accepté — et voici la fin de ce processus : les États-Unis les jettent sous le bus parce qu'ils ont leurs propres problèmes. Alors la question devient : jusqu'où les États-Unis iront-ils ? Et cela devient la vraie question : jusqu'où le peuple américain, d'une part, et la classe des employeurs américains — et je choisis mes mots avec soin — jusqu'où la laisseront-ils aller, M. Trump ? Et cela dépendra peu de ce qui se passe en Iran ou même dans le Golfe.

Cela sera déterminé par les conséquences intérieures, aux États-Unis, d'une guerre prolongée. Et si j'étais M. Trump, je serais extrêmement inquiet, car cette fois pourrait bien être la dernière. La raison en est que, pour citer un grand commentateur économique, cette guerre pourrait nous faire tomber d'une falaise budgétaire. C'est une citation. Permettez-moi de faire le calcul derrière cela, car je pense que c'est exact. M. Trump a hérité, lors de son second mandat, d'un pays qui était le plus grand débiteur du monde — ce qu'il est depuis un certain temps. Ce n'est pas entièrement la faute de M. Trump ; c'est pourquoi j'emploie le mot « hérité ». Je veux dire qu'il a contribué, durant sa première présidence, à cette situation, mais il n'est pas le seul.

Les démocrates l'ont fait. Les républicains avant eux l'ont fait. Les États-Unis ont décidé, il y a longtemps, sur le plan politique, qu'ils ne pourraient jamais financer les nombreuses guerres qu'ils menaient en taxant la population — cela provoquerait une révolte ici. Il fallait donc emprunter. Il fallait emprunter l'argent pour les guerres, et c'était possible. Le monde plaçait son argent aux États-Unis, heureux de prêter au gouvernement américain, considéré comme le moyen le plus sûr de conserver sa richesse — et cela rapportait des intérêts. Et si le dollar s'appréciait, eh bien, on gagnait encore plus d'argent, ce qui arrivait souvent. Tout cela est désormais terminé.

M. Trump a hérité de déficits dépassant mille milliards de dollars par an. Il a également hérité de la récente dégradation de la note de crédit des États-Unis, passée de AAA à AA par les trois principales agences de notation — Moody's, Standard & Poor's et Fitch. Toutes, non pas en même temps mais

dans un court laps de temps, ont abaissé la note de crédit parce que les États-Unis sont trop endettés. Et M. Trump avait promis, pendant sa campagne, qu'il réglerait ce problème. L'une des raisons pour lesquelles il a adopté son programme de tarifs douaniers était qu'il pourrait générer d'importantes recettes pour le gouvernement, afin de réduire au moins les déficits. Eh bien, tout cela s'est effondré. Premièrement, pour contrer le problème de déclin de l'empire, on entend tout ce vacarme à propos de la reprise du canal de Panama, de l'annexion du Groenland, de la transformation du Canada en 51e État, et ainsi de suite.

Et avec toute cette grandiloquence, et face à la résistance résolue de toutes ces entités — « nous ne voulons pas de cela, nous ne sommes pas à vendre », et tout le reste — il s'est adressé au Congrès il y a environ un mois, peut-être un mois et demi, d'abord discrètement, puis publiquement, pour exiger une augmentation du budget de la défense — bien qu'on l'appelle désormais le Département de la guerre — passant de 900 milliards de dollars à 1,5 billion de dollars. Pardonnez-moi pour l'arithmétique, mais elle est nécessaire pour étayer l'argument. Cela représente une augmentation de 600 milliards de dollars sur un budget de base de 900 milliards en une seule année. En d'autres termes, une hausse des deux tiers en un an du budget du Département de la défense, alors que nous dépensons déjà plus à ce titre que les huit pays suivants réunis — y compris la Russie et la Chine.

C'est donc une annonce spectaculaire d'augmentation des dépenses, mais ce n'est pas fini. Ensuite, il part en guerre contre l'Iran et a maintenant demandé 200 milliards de dollars supplémentaires pour financer cette guerre. Très bien, nous en sommes donc à une augmentation de 800 milliards de dollars. La seule hausse de recettes pour y faire face provenait des droits de douane, et la Cour suprême a jugé qu'ils étaient illégaux et inconstitutionnels. Les entreprises qui les ont payés — les sociétés importatrices — ont maintenant saisi la justice et exigent le remboursement de cet argent. Et je ne vois pas comment cela pourrait leur être refusé. Si vous êtes imposé et que cet impôt est illégal, il doit vous être restitué. Il n'y a donc aucune augmentation des recettes, et une hausse de 800 milliards de dollars des dépenses militaires.

C'est impossible. Cela signifie que le gouvernement va se tourner vers les marchés du crédit et tenter d'emprunter 800 milliards de dollars supplémentaires, en plus du déficit qu'il devait déjà affronter. Et il le fera à un moment où sa note de crédit est plus basse qu'elle ne l'a été pendant la majeure partie du siècle dernier. Voici ce que je prévois : il ne sera pas facile d'emprunter. Et il sera certainement nécessaire — à moins qu'un événement nouveau ne survienne — de payer des taux d'intérêt plus élevés pour pouvoir emprunter. Il est donc intéressant de constater, selon cette logique, qu'hier Axios et d'autres grands médias économiques ont annoncé que les analystes qui suivent ces indicateurs sont passés, en deux jours, d'une probabilité nulle de hausse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale à environ 26–27 % de chances que nous connaissions des augmentations cette année, et non les baisses que le marché boursier avait anticipées au cours des six derniers mois.

Si vous vous en souvenez, M. Trump a essayé de se débarrasser de son propre nommé, M. Powell à la Réserve fédérale, afin d'obtenir une baisse plus rapide des taux d'intérêt. À ce stade, personne ne

pense qu'il serait possible de réduire les taux d'intérêt maintenant. Tout le monde dans ce pays craint que ce qui se passe au Moyen-Orient ne maintienne les prix du pétrole et du gaz à un niveau élevé, ce qui se répercuterait sur l'économie et provoquerait une nouvelle poussée inflationniste. Par conséquent, les taux d'intérêt ne peuvent pas être abaissés. Cela place les États-Unis dans une situation impossible.

Nous assistons à un débat renouvelé à Wall Street sur la probabilité d'une stagflation — une récession et une inflation simultanées — que nous appelons stagflation, un phénomène que nous avons déjà connu et qui pourrait se reproduire. Et il y a une élection en novembre au cours de laquelle, à ce stade, M. Trump et son entourage n'ont que deux options : interférer dans l'élection ou perdre. Ce sont leurs options. Et compte tenu de qui sont ces personnes et de leur comportement, on va assister à beaucoup d'ingérences dans l'élection — autant qu'ils pourront s'en permettre — en commençant par ce qu'ils appellent la loi « Save Act ». Les journaux d'hier étaient pleins de deux ironies qui illustrent bien cela.

Premièrement, lors de l'élection de l'État de Floride pour la législature d'État, qui s'est tenue hier, M. Trump, qui se trouvait en Floride pendant la journée, a choisi d'utiliser un vote par correspondance pour exprimer son suffrage. Il a pourtant soutenu un projet de loi au Congrès visant à supprimer le vote par correspondance, arguant qu'il serait d'une certaine manière illégitime. Plus important encore, lors de l'élection pour l'assemblée d'État dans le district qui comprend Mar-a-Lago — là où M. Trump a voté —, pour la première fois depuis de nombreuses années, les électeurs ont choisi un démocrate plutôt que le candidat républicain soutenu par M. Trump. Il a donc été battu dans son propre quartier. Tous ces éléments sont des signes inquiétants de son manque de popularité et de la situation désespérée dans laquelle ils se trouvent.

En attendant, dernier point — les deux sujets qui devaient être éclipsés par cette guerre en Iran, à savoir Epstein et ce scandale, qui est loin d'être terminé, ainsi que les problèmes économiques de la grande majorité du peuple américain — restent non résolus, sans solution, et s'aggravent littéralement de jour en jour. Et combien de temps il pourra détourner l'attention de cela avec la guerre, je n'en sais rien. Mais je pense qu'il voit là sa seule chance, qu'il a obtenu un petit regain de popularité en arrachant M. Maduro de son lit en pleine nuit au Venezuela, et qu'il espérait qu'une situation en Iran, comme vous l'avez dit, puisse servir de pièce de théâtre politique parallèle. En fin de compte, cela ne fonctionne pas du tout pour le moment. Mais encore une fois, tout dépend de la solidarité du peuple iranien derrière son gouvernement, et je ne peux pas me prononcer là-dessus. Ce n'est pas quelque chose que je connais directement.

#Glenn

Eh bien, je pense que c'est un excellent point à soulever, car beaucoup des prévisions formulées reposent sur l'idée que nous savons comment cette guerre va se terminer. Mais même si l'on observe les trajectoires actuelles, elles restent fondées sur de nombreuses hypothèses dont nous ne pouvons pas être certains. Ainsi, comme vous l'avez mentionné, par exemple, il est possible que les

Iraniens exagèrent le stock de missiles qu'ils ont accumulé dans ces tunnels. Il est possible qu'ils n'aient pas la capacité industrielle de reconstituer les stocks comme on le suppose. Il est possible que la résilience du système politique après l'élimination de tous ces dirigeants ne soit pas aussi forte qu'on pourrait le penser, notamment au sein des institutions. Et, comme vous l'avez dit, il est également possible que cette cohésion sociale ne soit pas aussi durable.

Je veux dire, en ce moment, ils descendent dans la rue pour soutenir leur gouvernement, mais cela pourrait changer. Donc je suis d'accord que si les États-Unis parviennent à vaincre les Iraniens, ce serait une victoire immense pour Trump, car chaque président américain depuis trente ans, je pense, a envisagé d'attaquer l'Iran sans jamais le faire, car c'était trop risqué. Ainsi, bien sûr, cela pourrait raviver l'empire américain. Cela pourrait renforcer la position de Trump. Cependant, si les choses ne se déroulent pas ainsi — c'est pourquoi c'est un pari aussi dangereux, qui semble mal tourner — alors ce sera dévastateur pour Trump. Son soutien s'effondrera. Et il semble aussi que la position de l'empire américain pourrait être profondément affectée, car je pensais déjà que les États-Unis étaient surmenés.

Autrement dit, la semaine dernière, la dette a atteint 39 000 milliards de dollars, ce qui est une somme colossale. Et nous savions déjà que les États-Unis n'allaient pas très bien. Dans la guerre économique — la guerre technologique — contre la Chine, ils peinent à rester compétitifs. Les droits de douane imposés par Trump, comme nous en avons déjà parlé, n'ont pas donné les résultats escomptés. Et il semble que le pétrodollar lui-même pourrait désormais être soumis à de fortes pressions si les Iraniens parviennent, en substance, à contraindre les États du Golfe à, par exemple, cesser de commercer en dollars s'ils veulent utiliser le détroit ou transporter le pétrole autrement. Il y a donc beaucoup de paris risqués en jeu ici. Mais comment voyez-vous cela affecter l'économie mondiale dans son ensemble ? Parce qu'on ne peut pas vraiment doubler les prix de l'énergie et imposer de telles restrictions massives sur les engrais sans que le reste du monde n'en ressente la douleur. Oui.

#Richard Wolff

Oh, le reste du monde le ressent — et non seulement il le ressent, mais il prend aussi des mesures qui ne sont pas réversibles. Les gens ne comprennent pas que lorsqu'on est confronté à une hausse soudaine du prix du pétrole et du gaz, par exemple, et des prix dérivés comme ceux des engrais, des plastiques et d'autres produits, il va y avoir des ajustements qui ne reviendront pas à leur niveau initial lorsque les prix redescendront. En d'autres termes, certaines personnes passent à l'énergie solaire, à l'hydroélectricité ou à d'autres formes d'énergie, et elles ne reviendront jamais à l'achat de pétrole — surtout dans les conditions de pression qu'elles subissent actuellement.

Je veux dire, je ne connais personne qui ait mené une étude sur l'ampleur des dégâts subis par les États du Golfe — ni sur la question de savoir s'ils vont maintenant utiliser leurs avoirs accumulés en dollars sous forme de bons du Trésor américain, les liquider afin de réparer et de remplacer les installations que les Iraniens ont mises hors service. Je ne sais pas à combien cela s'élève, mais je

suppose que les États du Golfe vont devenir des acheteurs bien moins importants de la dette américaine qu'ils ne l'étaient auparavant, en conséquence. Comment cela entre-t-il en ligne de compte ? Et voici une question encore plus importante : si je comprends bien, les problèmes les plus graves vont survenir en Asie, qui dépendait du pétrole du Moyen-Orient. Vous savez, l'Europe et l'Asie dépendaient toutes deux du pétrole du Moyen-Orient. Les Européens ressentent déjà la pression.

Les Asiatiques le ressentent déjà. Je crois que c'est aux Philippines qu'on a désormais instauré des limites sur la quantité d'essence que l'on peut mettre dans son véhicule à chaque passage à la station-service. En d'autres termes, ils commencent à contrôler l'approvisionnement. D'autres pays interdisent l'exportation de certains types de pétrole ou de produits dérivés du pétrole. Ainsi, si l'industrie des combustibles fossiles se referme, on pourrait obtenir le meilleur résultat écologique pour des raisons qui n'ont rien à voir avec l'écologie — parce que tout le monde est soit incapable d'obtenir du pétrole, soit ne veut pas rester dans une position vulnérable, attendant de voir comment des guerres à des milliers de kilomètres vont se résoudre.

Et puis, quand on se souvient que les États-Unis, comme vous le dites à juste titre, ont été hostiles envers l'Iran et pourraient désormais le devenir envers certains États du Golfe, selon la manière dont ils réagiront dans cette situation, c'est extrêmement dangereux. Permettez-moi d'ajouter encore quelques points. L'Iran partage une frontière immensément longue avec la Russie. À un certain niveau, je ne veux pas exagérer, mais il serait naïf de ne pas y penser. Peu importe leur propre capacité à produire des missiles et des drones, car la Russie peut leur en fournir autant qu'ils pourraient en avoir besoin ou envie, indéfiniment.

Et l'une des raisons pour lesquelles la Russie peut le faire, c'est que la Chine partage une longue frontière avec elle. Ainsi, le transfert de ces éléments depuis la puissance manufacturière qu'est la Chine, à travers la Russie jusqu'à l'Iran — les mécanismes nécessaires à cela existent déjà. Ce type d'échanges a déjà eu lieu. Les États-Unis doivent donc se demander non seulement quelle est la capacité de l'Iran, mais aussi quelle est la volonté de la Russie et de la Chine de soutenir l'Iran. C'est un peu comme lorsque la Russie a dû évaluer la puissance à laquelle elle faisait face en Ukraine, une fois qu'il est devenu clair que les États-Unis et l'Europe occidentale allaient aider l'Ukraine avec des missiles, des drones et tout le reste.

Pour répondre à cette question, il faut se demander ce qui se passe dans la tête des dirigeants russes et chinois face à cette situation. Ce qui m'inquiète, c'est que le ministre russe des Affaires étrangères, Lavrov, a déclaré hier — il a été cité disant quelque chose comme quoi il s'agirait du début de la Troisième Guerre mondiale — et cela devrait nous faire réfléchir. D'accord, mettons de côté un instant l'effet de choc. D'autres l'ont dit aussi, mais voici l'un des proches de M. Poutine depuis de très nombreuses années qui affirme que, dans l'esprit des stratèges et des penseurs là-bas, nous ne faisons pas face à un événement localisé. Nous faisons face à un événement mondial.

Et si c'est mondial, si cela ressemble même vaguement à une Troisième Guerre mondiale, alors la Russie et la Chine ne peuvent pas, logiquement, se retirer et dire que l'Iran devra compter sur sa propre capacité à produire des armes. Cela n'arrivera pas. Les enjeux sont bien trop élevés pour faire une telle hypothèse. Et si l'on ne fait pas cette hypothèse, alors où en est-on ? Les Iraniens, en utilisant leurs propres missiles et drones — ou l'approvisionnement illimité qui leur sera accessible, s'il ne l'est pas déjà — peuvent maintenir le détroit d'Ormuz fermé indéfiniment. Ils peuvent continuer à lancer des drones et des missiles sur les États du Golfe, non seulement sur les bases américaines qui s'y trouvent, mais aussi sur les usines de dessalement, les centrales électriques, les installations énergétiques, et ainsi de suite. Qui va les arrêter ?

Le Dôme de fer n'a pas protégé Israël de tous les dégâts causés par les missiles iraniens. Les États-Unis ne le peuvent pas non plus. C'est pourquoi on voit surgir ces propositions insensées de la part de Lindsey Graham et d'autres personnages marginaux ici aux États-Unis. Ils conseillent M. Trump d'utiliser des armes nucléaires — soit pour littéralement détruire l'Iran, soit, la meilleure que j'ai entendue hier soir, pour élargir le détroit d'Ormuz en y larguant des armes nucléaires. Je comprends que tout cela est insensé, mais ce sont des idées folles qui deviennent partie intégrante du discours. Car si John Mearsheimer a raison — et je sais que vous l'avez reçu comme invité et que vous le connaissez bien —, il dit depuis le début que M. Trump n'a aucune issue.

L'implication de ce que Mearsheimer a toujours dit est la suivante : ne faites pas cela, car vous n'aurez aucune issue. Et M. Trump l'a fait quand même. Nous vivons donc maintenant les conséquences du fait qu'il n'a aucune porte de sortie. Mais je vous le répète — et je tiens à le souligner — il disparaîtra, politiquement du moins, lorsque la catastrophe budgétaire interne frappera ici. S'il ne peut pas empêcher l'élection, s'il ne peut pas la contrôler, et s'il est battu — ce qui arrivera s'il ne l'empêche pas, à ce stade il n'y a aucun doute — alors la question devient : partira-t-il ou non ? Et c'est là que nous en sommes. Ensuite, la question se pose du côté de l'establishment militaire américain : de quel côté se rangeront-ils ?

Parce qu'on en arrivera à un point où le pays sera divisé à 60–40, et le seul mécanisme de contrôle concevable deviendra l'armée. Et ensuite, qui sait — puisqu'il est en train de se constituer sa propre armée. Pour te donner un exemple : le refus du Congrès de financer l'ICE, l'armée privée qu'ils ont créée pour expulser les immigrants — ils les ont maintenant déployés dans tous les aéroports des États-Unis, parce que le budget a fait que les agents qui s'occupent de vous à l'aéroport sont pratiquement en grève. Ils ne travaillent pas parce qu'ils n'ont pas été payés, parce qu'ils n'arrivent pas à résoudre la situation. Les démocrates ne laissent pas passer le financement. Alors Trump a décidé d'utiliser l'ICE dans tous les aéroports. Voilà, c'est une extension.

L'armée privée est désormais chargée de déporter tous les « mauvais immigrants criminels », et elle est aussi responsable de la sécurité dans tous les aéroports. Vous comprenez — elle devient un appareil de police militaire parallèle. On fera appel à elle, et vous pouvez être sûr que le reste de l'armée observe cela avec une grande inquiétude, car elle n'est pas fiable pour M. Trump, et il doit composer

avec cela, ce qu'il fait. Mais le simple fait que je vous parle ainsi de cette société vous dit déjà quelque chose : la perception mondiale des États-Unis comme un lieu où l'on peut garder son argent en toute sécurité est terminée. C'est fini.

C'est un pays en plein tumulte, avec des activités illégales partout, et une armée dont la loyauté est désormais remise en question. C'est précisément ce que les riches du monde entier cherchent à fuir pour cacher leur argent — ils ne veulent pas aller dans un endroit comme celui-là. Et je pense que vous allez voir, à mesure que l'instabilité s'aggrave et devient plus visible dans la vie quotidienne, la pression s'intensifier sur M. Trump. Je ne vois pas comment il pourrait s'en sortir — c'est dire à quel point la situation est sombre. Et d'ailleurs, je vous parle depuis New York. On le ressent dans la population ici. Il y a un niveau de — eh bien, ce n'est pas tout à fait une dépression psychologique, mais il y a de l'anxiété. Il existe un immense désenchantement vis-à-vis des institutions, presque toutes — un repli sur soi de la population.

Et quand vous parlez aux gens, vous leur demandez : « Est-ce que cela vous arrive ? » Ils acquiescent, parce que quelqu'un a enfin mis des mots dessus. Je n'ai jamais été aux États-Unis — où je suis né, où j'ai vécu et travaillé toute ma vie — et ressenti ce que je ressens aujourd'hui. Rien qu'en étant dans la rue, parmi les gens, autour d'un café dans un bistrot, et ainsi de suite, on perçoit profondément que quelque chose ne va pas du tout et qu'il faut changer radicalement. Et c'est pourquoi je pense qu'il est extrêmement important qu'ici, à New York — la plus grande ville du pays, la plus cosmopolite, avec la plus forte proportion d'habitants juifs — les gens aient voté pour un socialiste musulman comme maire. Je veux dire, c'est un signe de changement.

Nous voulons quelqu'un de complètement différent de nos politiciens traditionnels. Et c'est ce qu'il était — et il a gagné pour cette raison. Il aurait pu être communiste au lieu de socialiste et il aurait quand même gagné. C'est ça qui est incroyable — des gens qui n'aiment pas le socialisme, qui n'aiment pas le communisme, qui ne savent même pas très bien ce que c'est de toute façon à cause de l'attitude du pays — mais cela n'a rien changé. C'était un jeune homme sympathique avec une barbe, un socialiste et un musulman. Très bien, votons pour lui. Et cet homme a dit que si Benjamin Netanyahou venait à New York, lui, en tant que maire, le ferait arrêter. Il a dit cela dans le cadre de sa campagne, et le vote juif ici s'est porté sur lui. Je pense que les gens devraient comprendre que c'est extraordinaire. C'est vraiment extraordinaire.

#Glenn

Je suis d'accord avec ton analyse. Alors que les États-Unis atteignent un point de rupture sur le plan économique et politique — leur hégémonie s'effritant — on y ressent une certaine désespérance et un pessimisme profond. Mais bien sûr, on observe des phénomènes similaires en Europe. Si tu écoutes la classe politique européenne, elle ne parle plus désormais que dans le langage de la guerre. Plus personne ne parle de paix ; plus personne n'évoque la valeur de la diplomatie. Ce discours a été remplacé par un langage très moralisateur où, en somme, nos valeurs seraient si vertueuses que nos ennemis — parce qu'ils sont des ennemis — doivent être si mauvais qu'il devient

impossible de leur parler. On voit donc cette étrange combinaison entre discours et valeurs, et cela se traduit concrètement.

Chaque fois qu'ils parlent de valeurs, cela est censé se traduire par la paix. Quand ils parlent d'empathie pour les Ukrainiens, cela se traduit seulement par l'envoi de plus de jeunes Ukrainiens à la mort. Lorsqu'ils disent : « Nous condamnons les crimes russes », cela semble être un argument moral, mais en réalité, cela signifie simplement qu'il n'y a aucun moyen d'obtenir la paix — nous devons les combattre. C'est donc un discours très laid, vraiment laid, que nous avons ici. Et je ne rejette pas ce que disait Lavrov, à savoir que nous sommes peut-être déjà en train de nous diriger vers la Troisième Guerre mondiale. Mais je me demandais, en guise de dernière question, est-il possible que nous allions dans l'autre direction ?

Parce que maintenant que la situation se dégrade tellement au Moyen-Orient, il semble qu'il y ait une certaine remise en question chez certains responsables politiques européens — en particulier le Premier ministre belge. Nous voyons quelques signaux venant des Italiens indiquant qu'il faudrait peut-être trouver une issue à cette guerre avec les Russes. Même Merz, qui a été l'un des plus fervents partisans de la guerre en Europe — celui qui disait que les Israéliens faisaient le sale boulot à notre place — commence maintenant à se demander : « Quel est le plan de sortie ici, M. Trump ? Comment allons-nous nous en sortir ? Que se passe-t-il réellement ? » Et il s'était présenté comme le larbin numéro un en Europe, prêt à obéir à Trump. Alors, voyez-vous une issue ici, une quelconque porte de sortie à ces deux guerres ?

#Richard Wolff

Encore une fois, la seule façon dont je le vois, c'est s'il y a un mouvement de contestation massif. Et je dois vous dire que je commence à le percevoir ici. Je ne connais pas assez bien l'Europe pour dire que je le vois là-bas. Je ne sais pas, par exemple, comment interpréter les élections municipales en France ce week-end, lorsque Paris, Lyon et Marseille ont voté pour des socialistes au pouvoir. Et je comprends ce que sont, pour la plupart, les socialistes en Europe. Mais ici, aux États-Unis, laissez-moi vous donner quelques signes. Le Parti démocrate est un parti dirigé par un leadership centriste traditionnel, avec une base active bien plus progressiste que cette direction. C'est une tension énorme au sein du parti, et cela l'immobilise généralement.

S'ils continuent comme ils l'ont fait jusqu'à présent, ils pourraient même perdre l'élection de novembre prochain, car ils ne parviennent pas à surmonter les tensions internes. Mais ils pourraient aussi y arriver malgré tout. Ils pourraient se maintenir, de sorte que Hakeem Jeffries, Schumer et les Clinton — ce centre du Parti démocrate que je considère comme un compromis épouvantable — restent en place. Dans ce cas, il y a de fortes chances qu'ils perdent, et une encore plus grande qu'ils gagnent sans rien changer ou presque. Ils nous apporteront un autre Biden, qui présidera pendant que la situation empirera, et le prochain Trump émergera quatre ou huit ans plus tard. Mais

il existe une possibilité — que je ne pensais pas réelle avant l'élection de Mamdani — que l'aile progressiste du Parti démocrate devienne beaucoup plus forte, et beaucoup plus rapidement. Ils ont la jeunesse avec eux.

Ils ont l'énergie. Ils sont désormais très nombreux. Voyez les choses ainsi : dans les sondages d'opinion, le politicien le plus populaire est Bernie Sanders. Il représente cette aile du Parti démocrate. Il existe des efforts sérieux — je sais qu'ils existent — pour présenter Alexandria Ocasio-Cortez comme candidate à la présidence. C'est une jeune Américaine hispanique pleine de vitalité, et je pense qu'elle aurait beaucoup de succès — peut-être plus que d'autres ne le pensent. Elle possède ce mélange de vivacité d'esprit et de sympathie dont notre pays a besoin chez ses responsables politiques. Et il pourrait y avoir une explosion longtemps retardée de la jeunesse, et voici pourquoi : les perspectives d'emploi pour les nouveaux arrivants sur le marché du travail. Nous tenons des statistiques dans ce pays à ce sujet — combien de personnes obtiennent leur diplôme du lycée ou de l'université et entrent sur le marché, à la recherche d'un emploi.

Combien d'emplois y a-t-il ? La situation actuelle est horrible. Je peux vous le dire d'après les récits de mes propres étudiants, et je peux aussi vous le confirmer grâce aux statistiques officielles. Depuis cinq, peut-être dix ans, les jeunes sont incapables d'obtenir des emplois décents — en très grand nombre, vraiment très grand nombre. Des personnes diplômées de l'université préparent des cafés chez Starbucks et sont reconnaissantes d'avoir un emploi, mais en même temps amères de constater que leur diplôme en, je ne sais pas, biologie ou autre chose qu'elles ont étudié, ne leur sert à rien. Aucun emploi ne se profile pour elles. Si je peux me fier aux gens du secteur technologique avec qui je parle, nous assistons à l'implantation — l'installation — de l'intelligence artificielle dans toute une série de métiers auxquels les diplômés du secondaire et de l'université se préparaient traditionnellement à accéder.

Ces emplois sont en train de disparaître, et la situation va empirer, car nous n'en sommes qu'aux premiers stades de ce phénomène. Il y a un débat pour savoir si cela se produira vraiment ou non — je le comprends —, mais si c'est le cas, cela va rendre une situation de l'emploi déjà mauvaise encore bien pire. Et traditionnellement, ce sont ces personnes-là qui ont mené les défis progressistes face au pouvoir. C'était le cas avec Occupy Wall Street, qui a été la dernière grande vague de mobilisation, vers 2010 ou 2011. Ce mouvement était porté par de jeunes gens occupant de mauvais emplois, des emplois prenants, qui essayaient de changer le monde parce que celui-ci ne leur avait pas offert le travail et la vie qu'on leur avait promis.

Eh bien, nous faisons exactement la même chose aujourd'hui, sauf que les chiffres sont plus grands. Et je ne serais pas surpris qu'un événement étrange, auquel je n'ai pas prêté attention, auquel vous n'avez pas prêté attention — vous savez, ce groupe de gens un peu hirsutes — devienne soudainement quelque chose d'important. Je vous parle à quelques pas de Zuccotti Park, là où le mouvement Occupy Wall Street a commencé. Je pourrais m'y rendre en une douzaine de minutes depuis l'endroit où je suis assis en ce moment. L'idée qu'un groupe de jeunes qui montent une tente dans un parc municipal puisse lancer un mouvement national aurait semblé à tout le monde ridicule,

amusante et fantaisiste. Je ne serais pas du tout surpris que cela se reproduise demain, ou qu'un événement comparable se produise. Donc oui, les États-Unis suivent M. Trump à ce stade, mais la majorité ne le fait pas de bon gré. La majorité ne l'aime pas du tout.

La majorité vote contre lui dans presque toutes les élections que nous organisons — grandes, petites et intermédiaires. Tous les signes d'un profond décalage sont là. Et je pense que M. Trump va avoir de plus en plus de difficultés. Prenons le monde des affaires, par exemple. Après une année d'ajustements douloureux, à essayer de comprendre comment éviter les droits de douane, comment s'adapter à long ou à court terme — et puis, soudain, ces droits de douane sont annulés. C'est un niveau d'instabilité qui fait reculer le monde entier. C'est contraire à toute logique de gestion d'entreprise ; c'est déjà assez difficile même lorsqu'il y a un peu de stabilité. Mais les États-Unis étaient le pilier de la stabilité. C'est fini. Je ne vois absolument pas cela revenir. À ce stade, tout cela relève du fantasme.

Même l'attaque contre l'Iran est une tentative de s'accrocher. Tu sais, je te l'ai déjà dit — c'est une tentative de s'accrocher à un empire, entreprise par des gens qui savent eux-mêmes que le vent souffle dans l'autre direction. C'est pour ça que Trump dira : « D'autres présidents ont essayé et ils n'y sont pas arrivés, et moi je vais... » C'est un aveu, tu vois — c'est un échec. « Je vais compenser ça. Je vais faire en sorte que le Canada se comporte correctement. » Ça ne marche pas. « Je vais faire accepter aux Danois la perte du Groenland. » On dirait bien que non. Et ainsi de suite, encore et encore. Maduro a été, pour lui, un merveilleux répit face aux difficultés et aux échecs. Et je pense, d'une manière que les historiens devront vérifier, que c'était peut-être l'objectif le plus important — refaire un autre « Maduro », en quelque sorte, en Iran.

Vous savez, si vous ne pouvez pas extraire l'Ayatollah, eh bien alors, adoptez l'approche israélienne — débarrassez-vous de lui, débarrassez-vous de deux ou trois d'entre eux. Peu importe. Si vous avez regardé la conférence de presse de M. Trump hier, il a pratiquement dit que nous en avons tué un. On m'a dit que nous en avons tué un autre. Nous pouvons y aller et tuer le prochain comme un cow-boy — comme un cow-boy grossier. Et cela perd de son attrait, surtout à mesure que les gens commencent à comprendre qu'ils paient plus cher leur voiture, qu'ils paient plus cher leur maison, que les taux d'intérêt risquent d'augmenter, que la situation de l'emploi est si morose, et que tout ce qu'il leur offre, c'est la guerre. Et souvenez-vous, il s'était présenté comme le candidat anti-guerre, et il devient si facile de se moquer de lui, et il n'a aucune réponse. Il n'a tout simplement rien à dire.

#Glenn

Je suppose que la grande leçon de la guerre en Iran, c'est qu'il est impossible de maîtriser toutes ces variables inconnues, et cela devrait aussi s'appliquer à l'économie mondiale aujourd'hui. Il n'y a tout simplement aucun moyen de la contrôler.

#Richard Wolff

Impossible de le contrôler. Et ils ne peuvent pas—vous savez, je ne sais pas comment M., vous savez, évidemment je n'ai aucune connaissance de M. Poutine ni de M. Xi Jinping—mais l'Iran a deux alliés d'une puissance incroyable. Et s'ils pensent que cela pourrait être le début d'un conflit mondial, alors ils vont se ranger derrière l'Iran. Ils ne vont pas livrer l'Iran ; cela n'aurait aucun sens. Et la plaisanterie qu'ils doivent échanger entre eux, c'est à quel point il est ironique que ce que vous, l'Occident—l'Amérique—nous avez fait en Ukraine, nous pouvons maintenant vous le faire en Iran. Je veux dire, comment pourraient-ils résister ?

#Glenn

Je pense que c'est prévisible aussi. Quoi qu'il en soit, merci beaucoup d'avoir pris le temps. Je sais que vous avez un cours à donner, donc je vous en suis vraiment reconnaissant. Merci.

#Richard Wolff

Très bien, merci beaucoup, Glenn.